



## L'ESSENTIEL

## LA PHRASE

« **L'heure tourne. Nous lançons un dernier appel à l'Iran pour qu'il réponde aux offres de la communauté internationale.** »

L'ambassadeur de France à l'ONU, Gérard Araud, menace l'Iran de nouvelles sanctions au Conseil de sécurité.

## IRAK Deux chrétiens assassinés à Mossoul

Deux chrétiens ont été assassinés mercredi à Mossoul, à 350 km au nord de Bagdad, a indiqué la police. Les deux frères, originaires d'un village chrétien, étaient venus dans la capitale de la province de Ninive pour réparer leur camion-citerne. Leurs corps ont été retrouvés dans la soirée, tous deux avaient reçu une balle dans la tête. Le 26 novembre déjà, à Mossoul, deux bombes avaient endommagé le couvent dominicain Sainte-Thérèse et détruit l'église chaldéenne Saint-Ephrem. En 2008, une campagne de violences a entraîné le départ de 12 000 chrétiens.

## ARMÉNIE Le président menace de dénoncer l'accord avec la Turquie

Le président arménien Serge Sarkissian a menacé hier de dénoncer un accord historique prévoyant l'établissement de relations diplomatiques avec la Turquie, si Ankara continuait de réclamer, en échange, des progrès vers un règlement du conflit opposant Arméniens et Azerbaïdjanais sur la région du Haut-Karabakh. Les deux pays ont signé en octobre des accords prévoyant l'établissement de relations diplomatiques et la réouverture de la frontière commune, après des décennies d'hostilité en raison des massacres de 1915 à 1917, que l'Arménie qualifie de génocide.

## GUINÉE Le général Konaté, nouvel homme fort à Conakry

Le général Konaté, qui dirige la Guinée « par intérim » depuis la tentative de meurtre contre le chef de la junte le 3 décembre, a appelé au retour de la « discipline » au sein de l'armée. Face aux soldats, le général a déclaré : « *Nous ne devons plus laisser des gens indésirables agir en notre sein.* » Le chef de la junte, le capitaine Moussa Dadis Camara, a été blessé par balles à la tête par son aide de camp, Toumba, actuellement en fuite. Il a été opéré au Maroc, où il reste hospitalisé. Des ministres évoquent désormais l'éventualité d'une longue convalescence.

# Trente ans après, l'Argentine juge les tortionnaires de l'Esma

Les deux religieuses françaises Alice Domon et Léonie Duquet figurent parmi les victimes du plus sinistre centre de détention clandestin de la dictature

BUENOS AIRES

De notre correspondante

Cinq mille disparus, 200 survivants, c'est le bilan du plus sinistre centre de détention clandestin de la dictature argentine, qui a duré de 1976 à 1983. Après des mois d'ajournement, le procès des tortionnaires de l'École de mécanique de la marine (Esma) commence aujourd'hui. Dix-neuf prévenus et 280 témoins défileront pendant plusieurs mois pour tenter de savoir ce qu'il est advenu de près de 90 victimes. Mais l'enquête continue et les cas s'accumulent, et c'est pour la disparition de 900 personnes qu'à terme une cinquantaine de militaires seront jugés.

La liste des horreurs commises à l'Esma est interminable. Tortures systématiques, viols quotidiens, humiliations permanentes. Et le destin, inéluctable : une piqûre de penthotal, avant d'être embarqués dans un avion et jetés dans l'océan. Bébés ou vieillards n'y échappent pas. Carlos Lordkipanidse, un militant de gauche d'alors 26 ans, a été torturé à l'électricité en même temps que son épouse et leur fils d'à peine 20 jours. Les militaires ont pris le bébé par les pieds et menacé de lui fracasser le crâne contre un mur



Enrique «Cachito» Fukman, rescapé de l'Esma, y retourne régulièrement pour y conduire des visites guidées.

si son père ne parlait pas... Victor Basterra, qui y a passé quatre ans et demi, se souvient de ce qui lui a permis de survivre à l'horreur : « *Le chant d'un merle, les rires des enfants de l'école d'à côté, un rayon de soleil...* » Pour Alberto Gironde ou Enrique Kukman, autres survivants, « *le pire, c'étaient les cris des torturés et les odeurs. C'est quelque chose qui m'a collé à la peau pendant des années.* »

Alfredo Astiz est l'un des responsables les plus symboliques de ce lieu de mort. « *L'ange blond* », « *L'ange de la mort* », « *Corbeau* » : les appellations pour désigner cet ancien capitaine de frégate sont lé-

gion. Membre du commando 3.3/2 qui officiait à l'Esma, il était chargé d'infiltrer les Mères de la place de Mai, ces « *folles* », comme les appelaient les autorités, qui cherchaient leur fils ou leur fille disparue. Il se faisait appeler Gustavo Niño et affirmait être à la recherche de son frère. « *Nous lui disions de s'en aller, nous pensions que les jeunes étaient plus en danger que nous*, se souvient Maria del Rosario Cerruti, dont le fils de 23 ans avait disparu. *Il était blond, beau, gentil. Pour nous, les militaires étaient des hommes gros, moches, bruns et à moustache. Comment pouvions-nous nous douter qu'il s'agissait d'un traître ?* »

Entre le 8 et le 10 décembre 1977, 12 personnes ont été arrêtées, dont sept à l'église de la Santa Cruz, où elles tenaient leurs réunions clandestines. Dont Azucena Villaflor, Esther Ballestrino et Maria Ponce, trois fondatrices des Mères de la place de Mai, et deux religieuses françaises : Alice Domon, sœur des Missions étrangères de 40 ans, proche des habitants des bidonvilles et des ligues agraires, qui s'était très vite impliquée dans la défense des

droits de l'homme pendant la dictature, et Léonie Duquet, 61 ans, chez qui elle logeait. Menés à l'Esma, les membres du « groupe de la Santa Cruz » ont été sauvagement torturés et, une dizaine de jours plus tard,

« **Aucun n'a jamais exprimé le moindre remords, et encore moins Astiz.** »

jetés dans l'océan. Graciela Daleo, rescapée, se souvient d'avoir croisé Léonie Duquet à l'Esma. Encagoulée, les bras couverts de bleus, elle était assise sur un banc à la porte d'une salle de torture : « *Je lui ai demandé si elle avait besoin de quelque chose, et elle m'a répondu : "Un café."* » Comble de l'ironie, Alice Domon demandait des nouvelles du « *garçon blond* » qui les avait tant accompagnées.

Alfredo Astiz, qui a désormais 59 ans, affirme n'avoir fait qu'obéir à des ordres. Il a été condamné en France par contumace à la prison à perpétuité en 1990. Sous les ver-

rous dans un pavillon spécial avec d'autres militaires, il souffre d'un cancer, ce qui l'a conduit à être admis mercredi à l'hôpital naval de Buenos Aires. L'interrogation sur sa présence à l'ouverture du procès demeure.

En fait, le procès du dossier Esma avait commencé au retour de la démocratie, mais des lois d'amnistie votées en 1986 et 1987 sous la pression des militaires ont jeté un manteau d'impunité sur les crimes commis pendant la dictature. Ce n'est qu'en 2003 que le Parlement a voté l'annulation de ces lois, permettant la réouverture des procès. Depuis lors, le juge Sergio Torres instruit le dossier, avec le procureur Eduardo Taiano, qui a passé six ans à écouter des dizaines de témoignages et à éplucher des milliers de documents. « *Si j'avais su que cela mettrait trente ans, je n'aurais jamais accepté ces dossiers* », regrette Horacio Mendez Carreras, l'avocat des familles des 18 Français disparus pendant la dictature. « *La défense a tout fait pour ajourner l'audience* », explique le procureur. L'idée étant que les prévenus restent le plus longtemps possible en détention préventive, la loi argentine prévoyant que chaque année passée en prison sans jugement compte double. « *Selon mes calculs, Alfredo Astiz pourrait être libéré deux ans après une condamnation à perpétuité* », se réjouit son avocat, Juan Maria Aberg Cobo. Mais la plupart des survivants soulignent l'importance historique de ce moment : « *Il faut prendre les procès comme ils sont. Ils arrivent tard, prévenus et témoins sont vieux, beaucoup de responsables sont morts, mais c'est déjà énorme* », considère Alberto Gironde, même si personne n'attend rien des militaires. « *Aucun n'a jamais exprimé le moindre remords, et encore moins Astiz, qui, j'en suis persuadé, serait prêt à recommencer* », souligne le procureur Taiano.

Le moment de l'affrontement avec les tortionnaires, ce vendredi matin, ne sera pas facile. « *De la répugnance absolue, comme si je devais manger une bestiole pourrie* », murmure Maria del Rosario de Cerruti, qui a échappé à la rafle de l'église de la Santa Cruz. *C'est ça que je vais ressentir quand je verrai cet insecte misérable d'Astiz. Mais je veux le regarder dans les yeux.* »

ANGELINE MONTROYA

## 30 000 disparus durant la dictature militaire

La junte militaire, qui avait pris le pouvoir en mars 1976 à la suite d'un coup d'État contre Isabel Peron, troisième femme de l'ancien président populiste Juan Peron, a généralisé la méthode des disparitions forcées d'opposants de gauche et syndicalistes. On estime à 30 000 personnes le nombre de disparus. Après avoir été torturés dans l'un des 500 centres de détentions clandestins à l'image de l'Esma, ils ont été souvent drogués et jetés en mer à partir d'avions. Une technique de « *lutte contre la subversion* » dérivant, disaient les militaires argentins, de celle employée par l'armée française durant la bataille d'Alger.